



## Ce gouvernement est anti-ouvrier !



# Rompez avec Mitterrand ! Pour la victoire des grèves !

27 avril — Le 10 mai 1981 a été marqué par une explosion de liesse populaire — empreinte de beaucoup d'illusions — fêtant la défaite de Giscard. Un an de front populaire de Mitterrand et la classe ouvrière, après le sabotage de ses grèves d'octobre par les bureaucraties réformistes, retrouve la voie de la lutte contre la politique gouvernementale aussi anti-ouvrière que celle de Giscard/Barre.

Grèves à Rhône-Poulenc, à la Société générale, à Neyrpic, à Renault. Y compris dans le bastion du patronat de choc, Citroën (à l'usine d'Aulnay-sous-Bois), les travailleurs — notamment immigrés — entrent en grève, réglant à l'occasion leurs comptes avec les nervis de la CSL (ex-CFT). Et ce serait une excellente chose s'ils expulsaient de Citroën ces crapules à la solde du patronat, que, par légalisme, les bureaucrates réformistes ont scandaleusement laissé faire leur loi. Comme le note *le Monde* (22 avril), "le climat social est à nouveau tendu dans plusieurs entreprises". La vague actuelle de luttes fait suite aux grèves de février et mars, notamment pour les 39 heures, qui ont touché surtout de petites entreprises disséminées et que les bureaucrates syndicaux ont conduites à la défaite en les maintenant isolées (Cf. *le Bolchevik* n°32, avril). Mais aujourd'hui, ce sont de gros bataillons ouvriers qui prennent le relais. De plus, par leur durée (un mois chez Neyrpic et Flins) comme par leur forme d'organisation (piquets de grève à Neyrpic et Citroën), ces grèves témoignent d'une forte combativité ouvrière. De même que, la nature des revendications (pour des augmentations de salaire et les 35 heures) montre leur caractère offensif. Mais cette volonté manifeste de lutte se heurte aux manœuvres de sabotage des directions réformistes qui cherchent à maintenir la "paix sociale" dont a besoin Mitterrand pour réussir sa "gestion loyale du capitalisme" et, par-dessus tout, à empêcher toute confrontation ouvrière directe avec le gouvernement de front populaire.

La politique d'austérité anti-ouvrière de Mitterrand et Cie n'est pas le fruit d'un "mauvais choix" comme le prétendent toutes les cautions de gauche du

front populaire. Elle est l'expression d'une politique déterminée (et, qui plus est, avouée) visant à rationaliser le capitalisme français pour lui donner les moyens de tenir sa place non seulement face à ses concurrents impérialistes (dans une situation de profonde dépression économique), mais aussi dans la campagne de guerre dirigée contre l'URSS. Des missiles Pershing à la Pologne et au renforcement de l'arsenal de guerre "aux couleurs de la France", Mitterrand depuis un an se met en avant comme le principal lieutenant antisoviétique de Reagan en Europe. L'impérialisme français veut sa part du gâteau dans la reconquête du bloc soviétique au capitalisme. Et à cet effet, il participe — avec ses petits moyens d'impérialisme de second ordre (et donc dans le sillage de l'impérialisme US) — à la course à la guerre antisoviétique qui menace l'humanité d'un holocauste thermonucléaire. Et contrairement aux espoirs de l'impérialisme français, une telle guerre n'épargnerait pas le petit hexagone pour se limiter à l'Allemagne. Rien que la destruction d'une centrale nucléaire en Allemagne provoquerait des retombées radioactives qui, avec des vents appropriés, iraient balayer la France et même une bonne partie de l'Angleterre !

Volant au secours du gouvernement de front populaire mis en difficulté par une crise sociale encore embryonnaire et indécise, la direction du PCF et les chiens de garde d'"extrême gauche" de Mitterrand, comme la LCR de Krivine et le PCI (ex-OCI), viennent expliquer qu'il est "victime du patronat". Une "victime" bigrement consentante ! Au contraire, nous, révolutionnaires, nous sommes inconditionnellement avec ces travailleurs qui entrent en lutte en défense de leurs intérêts et nous souhaitons l'élargissement de ces luttes contre le patronat et le gouvernement bourgeois à son service. C'est la seule voie à la satisfaction des revendications ouvrières. Mais, comme le confirmer par exemple les grèves de Renault-Flins, l'obstacle clé qui se dresse entre la classe ouvrière et la possibilité d'une défense efficace de ses intérêts, c'est la bureaucratie des syndicats et des partis réformistes engagée dans la "gestion loyale du

capitalisme". En l'absence d'une direction alternative, les bureaucrates réformistes parviennent toujours en définitive à fourvoyer les luttes ouvrières. C'est pourquoi il est criminel de semer, comme la LCR et le PCI, des illusions dans les bureaucraties réformistes. Afin de créer l'alternative révolutionnaire nécessaire à la victoire des luttes ouvrières, une organisation révolutionnaire, même de taille modeste, se doit d'arracher aux bureaucrates traîtres, dans le processus des luttes, les éléments les plus conscients du prolétariat pour les gagner à l'organisation et au programme révolutionnaires.

Tout comme en octobre, c'est Renault, avec les grèves de Flins, qui occupe le devant de la scène. D'abord de par la combativité dont les travailleurs y font preuve et le rôle que Renault traditionnellement joue dans la lutte des classes. Mais aussi parce que les travailleurs y sont confrontés à "l'Etat-patron". Test pour la politique sociale du gouvernement, mais aussi test pour sa politique économique de rationalisation du capital français dans laquelle les nationalisations jouent un rôle crucial. Le PCF n'a-t-il toujours pas vanté Renault comme la nationalisation-modèle, la concrétisation de son programme — chauvin — "Produisons français" ! Mais une fois de plus, les luttes actuelles de Flins, sur les revendications d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de travail, sont la preuve, par la pratique, que — même avec un gouvernement de "gauche" — ces nationalisations dans le cadre de l'Etat bourgeois et d'une économie capitaliste restent soumises à la loi du profit et donc que pour les travailleurs elles ne signifient pas autre chose que la poursuite de l'exploitation capitaliste. Les avantages dont jouissent généralement les travailleurs de Renault par rapport à leurs camarades des autres entreprises automobiles ne tiennent pas à la nature "nationalisée" de Renault ; ce sont des acquis arrachés de haute lutte par un prolétariat qui a été à l'avant-garde que ce soit par exemple dans la grève générale de 36 (résistant même seul en novembre 1938) ou que ce soit en avril 1947, contre les consignes des directions syndicales au service du gouvernement de front populaire d'alors où

siégeaient ministres "communistes" et "socialistes". Et ce sont ces acquis que remettent en question les directions syndicales actuelles au service du front populaire de Mitterrand en sabotant comme elles le font aujourd'hui des grèves telles que celles de Flins, en jouant sur l'isolement et le pourrissement.

A Flins, ce sont d'abord les caristes (partis en grève fin mars) que les bureaucrates syndicaux de la CGT, de la CFDT et de FO ont laissé isolés, alors que leur revendication (le maxi de leur coefficient, soit une augmentation de plus de 130 francs) concernait tous les autres travailleurs, que leur lutte a permis de bloquer la production des voitures R5 et R18 et qu'elle a rencontré une vive sympathie (Cf. le débrayage massif en solidarité face aux provocations de la maîtrise contre les caristes). Les directions syndicales ont même cherché à leur faire reprendre le travail en leur proposant un protocole d'accord honnête élaboré avec la direction. Protocole que les caristes ont repoussé à une très forte majorité. Après que les caristes eurent obtenu une augmentation de 131 francs mensuels d'ici à août 1983, ce sont les ouvriers des chaînes de montage mécanique et de sellerie qui se sont mis aussitôt en grève pour obtenir une augmentation de salaire équivalente à celle arrachée par les caristes. Même refus des responsables syndicaux d'élargir la grève aux autres travailleurs, y compris quand la direction "nationalisée" utilise l'arme anti-ouvrière du lock-out. Ils essayèrent même de casser directement la grève:

"Les délégués syndicaux ont essayé de convaincre les grévistes de mettre fin à leur mouvement. Sans succès.

"Il a'en est suivi un débat très houleux entre les grévistes délégués à la réunion et ceux qui bloquaient les chaînes. La plupart d'entre eux, très déterminés, refusèrent de les remettre en route, estimant que leur mouvement n'empêchait pas le déroulement des négociations."

— *Paris-Normandie* 16 avril

Devant la détermination des grévistes (dont un fort pourcentage de travailleurs immigrés), les bureaucrates ont décidé de ne pas s'y opposer de front (d'autant plus qu'il y a début mai des élections professionnelles que risquent de payer cher des briseurs de grève trop ouverts!) et de chevaucher la grève. Et les bureaucrates de la CGT, de la CFDT et de FO se sont unis pour casser la grève "en douceur". Pas d'appel à l'action pour les travailleurs non-lock-outés; aucune perspective offerte aux grévistes et aux travailleurs lock-outés si ce n'est le débrayage quotidien des heures (1) ou les compléments défilés dans les ateliers qui s'efforcent au fil des heures... Et on recommence le lendemain! A ce petit jeu, les bureaucrates espèrent bien épuiser la combativité des ouvriers et leur faire reprendre le travail, avec ou sans miettes.

Pour ne pas élargir la grève — ce qui est vital pour les grévistes de Flins —, les bureaucrates syndicaux appellent les travailleurs à faire confiance dans "leur" gouvernement, "patron" de Renault. Mais un gouvernement qui s'oppose aux revendications ouvrières, qui utilise les jaunes et la maîtrise pour aggraver les grévistes et qui lock-oute des travailleurs n'est pas le gouvernement des ouvriers. C'est un gouvernement bourgeois. Et expliquer, comme le font le PCF, la LCR et autres couvertures de gauche de Mitterrand, que c'est parce qu'il y a à Renault une "méchante" direction que le "bon" gouvernement n'arrive pas à faire passer son programme en faveur des ouvriers est un conte de fée tellement stupide qu'il ne provoquerait que des sarcasmes chez un enfant de 5 ans!

Ce qui manque aux travailleurs de Flins ce n'est évidemment pas la volonté de combattre; c'est une direction déterminée à les conduire jusqu'à la victoire, une direction déterminée à lutter contre le front populaire au pouvoir. Les travailleurs de Flins ont besoin de perspectives claires et combattives: arrêt de la production avec des piquets de grève! Auto-défense des piquets de grève! Pour l'extension de la grève à toute la Régie Renault! Pour un comité de grève démocratiquement élu, sur le tas, pour diriger la grève!

Un dirigeant CGT de Flins déclarait récemment: "C'est ça le changement. Il faut que la direction cesse de nous considérer comme des adversaires. Nous sommes des partenaires" (*L'Humanité*, 21 avril). Liés par le soutien que leurs directions réformistes apportent au gouvernement, les syndicats ne peuvent remplir leur rôle d'instruments élémentaires de défense des intérêts ouvriers. Les syndicats doivent rompre avec le gouvernement Mitterrand! Indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat bourgeois! Balayer tous les bureaucrates syndicaux! Pour une direction lutte de classe basée sur le programme révolutionnaire!

## Ficage en rose

Les déclarations provocatrices de Defferre, l'imbroglie autour du délai apporté à l'abrogation de la loi Peyrefitte, les contrôles d'identité "préventifs" sont généralement interprétés comme de la simple démagogie électorale. La question est en fait politique: renforcer la police, c'est renforcer un organe de répression des luttes de la classe ouvrière. Comme le déclarait l'actuel premier ministre Mauroy — mais c'était il y a 2 ans!: "Il y a là [dans la loi Peyrefitte] la volonté de se prémunir contre les classes 'dangereuses', les classes laborieuses" (*Liberation*, 9 avril). Exactement. Mais aujourd'hui c'est lui qui envisage de conserver certains aspects de cette loi anti-ouvrière!

Les réformes démocratiques bourgeoises comme l'abolition de la peine de mort (que les révolutionnaires marxistes soutiennent) prises au début par le gouvernement "socialiste", qui se voulait alors le champion des libertés civiques, n'ont évidemment rien changé au caractère fondamentalement répressif de l'Etat bourgeois. Et face à un prolétariat qui répond par la mobilisation aux mesures d'austérité gouvernementales, l'Etat bourgeois — même dirigé par Mitterrand et autres réformistes — prouve qu'il est avant tout un organe de répression dirigé contre la classe ouvrière. Ce n'est bien sûr pas un hasard si c'est au moment où se profile une crise sociale et où se déclenchent des luttes ouvrières dures que Mitterrand maintient et renforce l'arsenal législatif répressif. Par exemple, il n'est pas difficile d'imaginer, quand on sait le rôle actif des immigrés dans les grèves de Flins et de Citroën, à quoi peut bien servir la loi votée par les réformistes qui permet l'expulsion d'étrangers qui constituent "une menace grave pour l'ordre public" (loi d'ailleurs qui reprend mot pour mot la loi Bonnet de Giscard)! Mitterrand n'a pas hésité un seul instant à lancer contre les travailleurs en lutte les bandes armées officielles de l'Etat bourgeois, les flics. Comme le déclarait avec fierté Defferre — démolissant ainsi les arguties de certains, comme la LCR (Cf. *Rouge* n° 1007, 12-18 mars), qui laissent entendre que l'utilisation des CRS contre les grévistes pourrait être le fait de la malveillance de certains préfets:

"Sur vingt-cinq heures occupées pour lesquelles des décisions judiciaires d'expulsion ont été prononcées, dix-huit ont été évacuées au cours du mois dernier. Qu'on ne me dise donc pas que le gouvernement fait preuve de laxisme et qu'il ne fait pas appliquer les décisions judiciaires."

— *Le Monde*, 16 avril

Les sociaux-démocrates au pouvoir n'ont effectivement pas la réputation de faire preuve de "laxisme" face aux exploités et aux opprimés en lutte: le front populaire de 1936 a fait tirer sur les ouvriers en 1937 à Clichy; le social-démocrate Jules Moch a lâché 1e5 CRS contre les mineurs en 1948; le "socialiste" Guy Mollet est responsable du déclenchement en 1956 de la répression de masse contre le peuple algérien luttant pour son indépendance; etc.

La stratégie réformiste de "démocratisation" de l'Etat bourgeois est une dangereuse utopie. Un an de gouvernement des réformistes du PS et du PCF vient à nouveau de le confirmer. Il n'y a ni voie "intermédiaire" d'"harmonie sociale" entre le prolétariat et la bourgeoisie dont les intérêts sont fondamentalement irréconciliables, ni possibilité d'utiliser l'Etat bourgeois dans le sens des intérêts des travailleurs. Seules la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois par la classe ouvrière et l'instauration d'un gouvernement ouvrier reposant sur la classe ouvrière mobilisée et organisée dans ses propres structures de pouvoir, les conseils ouvriers, et expropriant la bourgeoisie, pourront conduire à l'instauration du socialisme.

## "Au sein du PCF des camarades s'interrogent"

Il semble bien loin le temps où Marchais se présentait comme "le candidat des luttes". Plus les travailleurs entrent en lutte et en opposition au gouvernement, plus la direction du PCF se présente comme le garant de la "paix sociale" et comme l'"aile marchante" du gouvernement de front populaire. Ne voit-on pas Le Pors donner aux sociaux-démocrates des leçons de solidarité gouvernementale! Ne rapporte-t-on pas aussi que les responsables de *L'Humanité* se firent rappeler à l'ordre pour avoir réclamé "un coup d'accélération au changement" au moment même où

Marchais se prononçait pour "le changement sans pause ni accélération"! Un tel renforcement de la "solidarité gouvernementale" semble de plus en plus — et à juste raison — mettre mal à l'aise les militants du PCF qui doivent assister sans broncher à une politique gouvernementale ouvertement antisoviétique et de plus en plus agressivement anti-ouvrière, et ce, au moment même où dans les entreprises les travailleurs manifestent une volonté croissante de se battre pour leurs revendications. C'est du moins ce que reconnaît Marchais quand il explique devant une assemblée de militants qu'"au sein du Parti, des camarades se posent des questions, s'interrogent (...). C'est ainsi que certains communistes pensent peut-être qu'il conviendrait de se mettre à l'écart?" (*L'Humanité*, 21 avril).

Mais quelle réponse les dirigeants du PCF sont-ils capables de donner aux militants qui sont dégoûtés par le soutien que leur parti donne à la politique de guerre froide et d'austérité menée par le gouvernement de "gauche"? Une rupture serait "désastreuse pour notre peuple et — c'est une certitude — désastreuse pour le Parti communiste français lui-même", répond Marchais qui polémique contre certains militants qui cèdent "à la tentation de ne prendre en considération que le mécontentement, les déceptions dont il nous est possible, en effet, d'avoir tel ou tel témoignage bien réel" (*Ibid.*). A Renault ou à Citroën par exemple! C'est le même Marchais qui, voici 2 ans, nous disait que toute alliance avec les sociaux-démocrates était un désastre pour la classe ouvrière. Aujourd'hui au contraire, se souvenant qu'en 1947 — en plein déchaînement de la première guerre froide — c'est une grève de Renault qui servit de prétexte à ses "alliés" sociaux-démocrates antisoviétiques pour expulser le PCF du gouvernement de front populaire, Marchais (qui en juin dernier, pour pouvoir entrer dans le gouvernement, a capitulé devant l'antisoviétisme du PS sur les questions de l'Afghanistan, de la Pologne et des missiles de l'OTAN) est préoccupé de donner toutes les garanties de loyauté à ses alliés du PS pour conserver ses quatre misérables ministères. Mais tous les militants qui avaient pris au sérieux la rhétorique "gauche" sur les fronts populaires de 36, 44 et 72 (Cf. "Trois fois ça suffit") doivent comprendre que la responsabilité de cette quatrième "fois" n'incombe pas juste aux quatre ministres PCF qui usent leur fond de culotte sur les strapontins octroyés par Mitterrand. Ce n'est pas parce qu'il sortirait du gouvernement (ou s'en ferait expulser par ses "alliés" comme en 1947) que le PCF se transformerait en l'instrument nécessaire de lutte pour les intérêts de la classe ouvrière. Prisonnier de sa stratégie réformiste de "démocratisation" de l'Etat bourgeois, le PCF n'a pas d'autre "alternative" que le front populaire.

Les militants du PCF qui espèrent en une "sortie" du gouvernement doivent se rappeler Mai 68. Il y avait alors la plus importante grève générale de toute l'histoire du mouvement ouvrier français, 10 millions de grévistes, plus qu'en 1936. Objectivement, la question du pouvoir était posée. Le PCF était indépendant de toute alliance. Et qu'a fait sa direction? En guise de lutte déterminée pour conduire les travailleurs à la victoire, elle a appelé à la constitution d'une alliance de front populaire avec la FGDS (cartel bourgeois dans lequel participaient les sociaux-démocrates) et, sous prétexte de l'absence d'une telle "union des forces de gauche", elle a renvoyé au travail les millions de grévistes! Le PCF a été le principal obstacle à la mobilisation révolutionnaire. S'ils veulent lutter pour une politique de défense des intérêts prolétaires, les militants du PCF qui rejettent ce gouvernement d'austérité et de guerre froide doivent aussi rejeter toute la stratégie réformiste de collaboration de classe du PCF qui mène à participer à de tels types de gouvernement.

## L'"extrême gauche" un an après: à droite toute!

Avec le front populaire qui affiche de plus en plus ouvertement sa nature pro-capitaliste, avec le PCF et la bureaucratie syndicale qui sabotent les luttes ouvrières dans l'intérêt de l'austérité de "gauche", la situation réclame avec force une alternative révolutionnaire. Mais où sont donc les "gauchistes d'antan"? Le plus remarquable c'est qu'ils sont prêts à appeler à tout: occupations d'usines, grève générale, milices ouvrières, etc. en Pologne, sous la direction des cléricaux-nationalistes de Solidarnosc avec un programme de restauration capitaliste dirigé pas seulement contre la bureaucratie stalinienne mais contre l'Etat ouvrier déformé; mais pas en France contre un gouvernement impérialiste social-démocrate! Limpide expression de leur capitulation devant la social-démocratie et son programme de guerre froide et d'austérité!

Devant le mécontentement croissant de la classe ouvrière, les sociaux-démocrates du PCI (ex-OC) et les centristes droitiers de la LCR se comportent comme les chiens de garde de Mitterrand. A Renault, voyez-vous, ce n'est pas le gouvernement qui est responsable de la politique anti-ouvrière, mais la direction! Et de continuer leur tir sur la direction

Suite page 7

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour renforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: Jean Thimbaud (responsable de la rédaction), William Casanova, Marc Dolvaux, Suzanne Girard.  
REALISATION: Blandine Hauser  
DIFFUSION: Muriel Mercier  
DIRECTEUR DE PUBLICATION: Jean Létuyeur.  
Pour toute correspondance:

— Paris: Le Bolchéviek B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10  
(Téléphone: 208.01.49)

— Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra 75020 Paris.

Commission paritaire: n° 59267.

Les opinions exprimées dans des lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Begin annexe par la terreur

16 avril — Permissions annulées, réservistes rappelés pour remplacer les troupes régulières à la frontière libanaise, mouvements d'unités vers le nord. Israël se prépare pour une autre invasion du Sud-Liban, en utilisant le prétexte de l'assassinat d'un diplomate à Paris. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) décline toute responsabilité pour cet acte, mais ce sont tous les réfugiés palestiniens au Sud-Liban qui vont payer. C'est ce que les Britanniques appelaient autrefois, quand ils administraient la "Terre promise", des "représailles collectives". Aujourd'hui les sionistes l'appliquent à un peuple tout entier.



Tel Aviv, le 27 mars — 50.000 participants à la manifestation de "Pour la paix maintenant" sous les mots d'ordre "Begin go home" et "Le Golan est syrien"

## Israël hors des territoires occupés!

Vu d'Israël le moment est propice pour frapper. La Syrie est empêtrée dans la répression des Frères musulmans et d'une demi-douzaine d'autres groupes d'opposition. L'Irak est toujours paralysé par son interminable guerre avec l'Iran, qu'il est maintenant en train de perdre. Le président égyptien Mubarak ne fera rien pour ennuyer sérieusement Begin, puisque cela donnerait à Israël un prétexte pour retarder son retrait final du Sinaï prévu pour le 25 avril. Les sionistes envisagent aujourd'hui d'envahir le Liban alors que le monde entier a les yeux fixés sur le blocus des Falkland par les Britanniques, exactement comme en décembre dernier où Israël a annexé le Golan pendant que tout le monde ne s'occupait que de la Pologne.

La semaine n'a certainement pas été faste pour l'impérialisme US. Alors qu'il se prélassait au soleil des Caraïbes, Reagan devait se sentir sacrément frustré de ce que tous ses alliés scordidement réactionnaires ne cessent pas de se battre entre eux au lieu de s'unir dans une "guerre sainte" contre le communisme russe. Tout n'est cependant pas noir pour Washington au Moyen-Orient. Le Pentagone a profité de l'occasion pour expédier sa Force de déploiement rapide au Sinaï dans le cadre de la "force de maintien de la paix" pour y remplacer l'armée israélienne. L'impérialisme US a donc placé ses forces armées juste là où il en a besoin, à deux pas des puits de pétrole d'Arabie saoudite.

### Manifestations israéliennes contre la terreur sioniste

Ce ne sont cependant pas des événements extérieurs mais la situation intérieure qui pousse les sionistes israéliens à la guerre. A l'instar de la junte argentine, le régime Begin a besoin de requinquer "l'esprit d'unité nationale". Car une bonne partie de la population israélienne commence à mal supporter de voir à la télé des soldats israéliens abattre de jeunes Palestiniens désarmés, pendant que des bandes de fanatiques sionistes armés de mitraillettes terrorisent les villages arabes. Le mois dernier, les autorités israéliennes et les "colons" juifs (autrement dit, des psychopathes meurtriers vêtus de châles de prière) ont déclenché une vague de terreur, tuant au moins six jeunes Palestiniens et en blessant des douzaines d'autres.

Puis, le 11 avril, un soldat israélien, Alan Goodman (un de ces immigrés venus des Etats-Unis) a ouvert le feu dans une des plus saintes mosquées de Jérusalem, celle du Dome du Rocher, à la mitrailleuse, tuant deux personnes et en blessant au moins 40. La police et les forces anti-émeutes israéliennes arrivèrent alors sur place et attaquèrent les Arabes qui essayaient de s'emparer du tueur Goodman.

Cette vague montante de terreur sioniste — dont le massacre du Dome du Rocher n'est que le dernier et plus spectaculaire exemple — et la perspective d'une annexion imminente ont provoqué en Cisjordanie l'agitation la plus importante depuis 1968. Mais, ce qui est peut-être plus important, ces mouvements se sont étendus à Israël même, touchant même des éléments de la population de langue hébraïque. Les Arabes israéliens ont appelé à une grève de 24 heures en solidarité avec les Palestiniens de Cisjordanie, et le mouvement "Pour la paix maintenant", à majorité juive et traditionnellement pro-sioniste, a fait des

centre 50.000 personnes dans les rues de Tel-Aviv le 27 mars.

Ce fut la plus grande manifestation d'Israéliens de langue hébraïque contre le militarisme sioniste en plus de vingt ans. Bien que la manifestation de "Pour la paix maintenant" ait obtenu le soutien du principal parti sioniste — le Parti soi-disant travailliste —, ses mots d'ordre allaient bien au-delà de ce qui passe pour du libéralisme dans l'Israël d'aujourd'hui. Il y avait "Non à l'occupation", "Begin go home" et même "Le Golan est syrien", et ce dernier mot d'ordre est *illégal* dans l'Israël sioniste. De plus, au cours de ces deux manifestations, on déploya un drapeau de l'OLP, acte de défi sans précédent de la part des Arabes israéliens.

En Cisjordanie, les protestations ont commencé en mars quand les autorités israéliennes déposèrent le conseil municipal d'El Bireh et remplacèrent le maire palestinien élu, Ibrahim Tawil, par un officier de l'armée. Le prétexte utilisé était que Tawil refusait de rencontrer la nouvelle "administration civile" qui avait remplacé l'administration militaire, ce qui était clairement le prélude à l'extension du régime israélien en Cisjordanie. L'avis de dissolution fut apporté par un groupe d'officiers israéliens qui forcèrent la porte du bureau de Tawil et le firent sortir à la pointe des baïonnettes. Cela provoqua en Cisjordanie les protestations traditionnelles: les marchands arabes fermèrent boutique et les jeunes boycottèrent l'école. L'armée israélienne réagit en forçant les commerçants à rouvrir leurs boutiques et en ouvrant le feu sur des rassemblements de jeunes qui leur lançaient des pierres. Les soldats étaient soutenus et encouragés par des fanatiques juifs venus de "colonies" comme Shiloh, au nord de Jérusalem.

Tawil, comme ses collègues maires palestiniens de Cisjordanie Bassam Shakaa et Kharim Khalaf, est un partisan déclaré de l'OLP. Ces trois maires furent victimes d'attentats sionistes à la bombe en juin dernier. Alors que Tawil s'en tira sain et sauf, Khalaf perdit un pied et Shakaa les deux jambes. Quand des soldats israéliens interdirent à Shakaa l'entrée de la mairie de Nabius, ils se moquèrent du maire infirme, en lui disant qu'il n'était qu'"une moitié d'homme". Il rétorqua: "Vous, vous avez perdu la tête" (*Newweek*, 5 avril).

Les maires de Cisjordanie ont été élus sous le gouvernement du Parti travailliste qui, en dépit de son nom, est depuis de nombreuses années le principal parti sioniste bourgeois. Le refus du droit à l'autodétermination des Palestiniens et la création de colonies juives en Cisjordanie en tant que "faits accomplis" est en fait une politique qu'il partage avec Begin. Les travaillistes veulent, contrairement à Begin, entourer la Cisjordanie de colonies en évitant pour le moment les zones à forte densité de population palestinienne. Tandis que Begin et son ministre de la défense, le super-façon Ariel Sharon, sont en train d'implanter des groupes de fanatiques sionistes armés juste à côté des principales agglomérations de Cisjordanie, pour en chasser ultérieurement la population par la terreur.

Personne ne met en cause la juste colère et le courage des jeunes Palestiniens — que les sionistes soumettent à toutes sortes d'humiliations et de vexations — qui ont attaqué les convois de l'armée israélienne

avec pour toute arme des pierres. Et il faut certainement du courage aux Arabes israéliens et aux manifestants de "Pour la paix maintenant" pour brandir des drapeaux de l'OLP en plein cœur de Tel-Aviv, ce qui est un acte de "sédition" dans l'Israël de Begin. Cependant, sans une perspective prolétarienne ce genre de courage ne peut produire que des martyrs, pas des victoires.

### Pour l'internationalisme prolétarien

On a pu voir clairement les limites du nationalisme petit-bourgeois de l'OLP pendant la grève générale de deux semaines en Cisjordanie, qui est restée limitée aux écoles, aux commerces et aux petites entreprises. Les 80.000 Palestiniens de Cisjordanie, qui font chaque jour la navette pour aller travailler en Israël et qui sont de plus en plus un secteur stratégique, quelque surexploité, du prolétariat israélien, ont continué à travailler pendant la grève. Même les Palestiniens qui travaillent pour les entreprises du bâtiment dans les colonies de Cisjordanie n'ont en général pas cessé le travail. La grève, limitée à la communauté palestinienne, s'est donc asphyxiée sans menacer l'économie israélienne.

C'est le parti Rakah, stalinien pro-Moscou, véritable parti bi-national qui a quelques racines dans le prolétariat israélien, qui a dirigé la grève des Arabes en Israël. Mais, étant donné son réformisme et son nationalisme (plus exactement son bi-nationalisme, palestinien et sioniste), le Rakah n'a fait aucun effort pour étendre la grève au-delà de la communauté arabe, ne s'est pas adressé aux Arabes israéliens en tant que travailleurs et n'a lancé aucun appel au prolétariat de langue hébraïque. Résultat: la grève générale des Arabes israéliens, dirigée par les stalinien, est restée limitée aux classes moyennes, comme l'action menée par l'OLP en Cisjordanie.

Pourtant, le fait que la grève générale de Cisjordanie en réponse au massacre du Dome du Rocher ait pour la première fois vu la participation des travailleurs immigrés arabes en Israël est significatif. Quant au mouvement petit-bourgeois "Pour la paix maintenant", il est traditionnellement pro-sioniste et il ne s'est en général pas opposé à la présence israélienne en Cisjordanie occupée, tant que cette occupation s'est faite pacifiquement. Mais les mots d'ordre combattifs apparus dans cette manifestation (comme "Le Golan est syrien") indiquent qu'une certaine radicalisation s'opère dans ce milieu à mesure que Begin se met à faire planer sur tout le Moyen-Orient la menace d'un désastre.

Ce qu'il faut, en Israël comme en Cisjordanie, c'est un parti ouvrier bi-national pour que les prolétariats arabe et de langue hébraïque sortent de l'impasse du nationalisme et qu'ils soient mobilisés pour des combats de classe communs. Un tel parti révolutionnaire aurait pour revendications: Troupes impérialistes hors du Sinaï! Israël hors des territoires occupés! Pour le droit à l'autodétermination des peuples palestinien et de langue hébraïque! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient!

— traduit de Workers Vanguard n° 303

## Journées d'études de la Ligue trotskyste

Paris, les 12 et 13 juin

### "Action ouvrière pour chasser Reagan!"

Orateur: Syndicaliste noir de New-York, un des organisateurs d'une mobilisation antinazie à l'initiative de la Spartacist League à Detroit.

### La révolution hongroise de 1956

Les conseils ouvriers luttent contre la bureaucratie stalinienne et défendent les formes prolétariennes de propriété.

Mai 1968

Une situation pré-révolutionnaire trahie.

UAB  
Biblioteca de Comunicación

Renseignements: Le Bolchévik B.P. 135-10 75463 Paris cédex 10 Tél. 208.01.49

## Washington: les trotskystes manifestent pour la victoire militaire des insurgés au Salvador

# Les flics à la rescousse des réformistes

Washington, le 27 mars — Quelque 35.000 personnes ont manifesté à Washington contre la politique de Reagan au Salvador; mais il y avait ce jour-là deux programmes de classe opposés. Un défilé front-populiste pour "stopper la guerre" qui compte sur le Parti démocrate, et le rassemblement pour "gagner la guerre" des trotskystes qui comptent sur les masses salvadoriennes et la classe ouvrière américaine.

Pendant toute la journée du 27, on assista à une bataille politique dans les rues de Washington, entre les "rouges" qui veulent que les insurgés de gauche gagnent la guerre au Salvador et les "colombes libérales" qui veulent arrêter la guerre (surtout maintenant que les rebelles sont en train de la gagner). Dès le début de la journée un groupe rassemblé autour de Youth Against War and Fascism (YAWF), l'organisation parente de Sam Marcy dont l'organisation se trouve dans le camp du Parti démocrate, membre de March 27 Coalition [Coalition de la manifestation du 27 mars], chercha à provoquer l'intervention des flics, le bras armé de l'Etat capitaliste, pour exclure la Spartacist League/US [section américaine de la tendance spartaciste internationale]. Mais le vaste déploiement de forces policières indique que des forces bien plus puissantes que ces chétifs réformistes avaient décidé de se débarrasser des révolutionnaires.

Malgré toutes les tentatives pour mettre les trotskystes en quarantaine à grands renforts d'intimidations, de flics et de calomnies anticommunistes, les organisateurs de cette marche pro-Parti démocrate ne sont pas arrivés à leurs fins. Le "Anti-Imperialist Contingent" [Cortège anti-impérialiste] organisé par la SL a été le point de mire toute la journée. Alors que le Cortège anti-impérialiste se trouvait à l'extérieur du parc qui servait de point de rassemblement à la Coalition, la plupart de ceux qui étaient rassemblés là écoutèrent ses discours diffusés vers l'intérieur du parc, plusieurs milliers reçurent ses tracts et le 27 mars, à Washington, plus de 1.400 exemplaires des publications spartacistes furent vendus. Et malgré les énormes forces de police rassemblées contre le Cortège anti-impérialiste, quand les antispartacistes les plus enragés de la Coalition essayèrent de l'isoler par une ligne de "service d'ordre", cette ligne fut rapidement brisée. Impossible de se tromper: ce sont les spartacistes qui se battent pour la victoire militaire de la gauche au Salvador; ce sont les réformistes qui ont appelé les flics et qui se cachent derrière eux.

Au Lafayette Park, le porte-parole du FDR salvadorien Arnaldo Ramos (un démocrate-chrétien dissident), invité par les "colombes" de la Coalition proclamait: "Nous ne tirons aucune fierté de notre activité militaire." Au Farragut Park le Cortège anti-impérialiste appelait les ouvriers et les paysans à "prendre San Salvador!". Comme le programme des réformistes peut de moins en moins supporter d'être confronté à la réalité, ils ne peuvent pas le défendre politiquement et ils ont recours aux calomnies et aux exclusions anticommunistes. Mais les coups montés et la répression ne peuvent rien de plus. Même sans la présence de la Spartacist League, les appétits rapaces de l'impérialisme US font que le temps joue pour les révolutionnaires, et leurs opposants "libéraux" le savent bien.

Ce n'était pas la première fois qu'ils essayaient d'exclure les drapeaux et les banderoles anti-impérialistes des manifestations sur le Salvador. Etant donné ces exclusions répétées et ayant de plus



Photo du Cortège anti-impérialiste reproduite massivement dans les journaux. C'est aussi ce cortège que la TV française a montré pour rendre compte de la manifestation du 27 mars (ci-contre)

eu vent de rumeurs d'intentions de violence à son égard, la Spartacist League écrit à la Coalition de la manifestation du 27 mars en proposant une concertation préalable pour "éviter des affrontements physiques superflus, étant donné la présence de la police et la possibilité de provocations extra-légales des partisans de Reagan".

Les dirigeants de la Coalition ont donc eu toute latitude pour négocier un arrangement équitable avec le Cortège anti-impérialiste de Washington. Ils ne l'ont pas fait parce que leur but était purement et simplement d'exclure les rouges, de hanter le programme communiste de la manifestation pour les Démocrates. Certains des antispartacistes les plus forcés avaient aussi autre chose en tête: ils voulaient une provocation sanglante; et bien qu'ils aient fait de leur mieux, ils n'y réussirent pas.

Le 27 mars à 8 heures du matin, lorsque des représentants du Cortège anti-impérialiste s'approchèrent de l'entrée, un officier de police venu à leur rencontre leur dit qu'ils ne pouvaient pas entrer parce que la Coalition ne voulait pas d'eux. Les flics déployés au alentours n'étaient pas des policiers ordinaires mais des équipes SWAT [brigades spéciales anti-émeutes]. Un pâté de maisons plus loin il y avait deux cars de police anti-émeutes plus des camions avec tout leur arsenal. Peu après, 25 motards de la police armés de matraques bloquèrent le cortège avec leurs motos pour le maintenir à l'écart. Puis une douzaine de policiers à cheval arrivèrent sur place. Les porte-parole du Cortège anti-impérialiste protestèrent énergiquement contre cette violation de leurs droits démocratiques et contre l'interdiction de faire ce qui avait auparavant été arrangé avec les autorités. Ils dirent aux flics que pour défendre leurs droits ils étaient prêts à se faire arrêter par centaines. Ceci fit son effet, et la police fit venir deux avocats du Park Department qui expliquèrent aux porte-parole de la Coalition qu'il faudrait qu'ils signent une déclaration invoquant un danger imminent pour la sécurité — autrement dit une demande formelle d'intervention des flics — pour interdire l'entrée du parc au Cortège anti-impérialiste. Ils n'osèrent pas mettre leurs calomnies par écrit; il était donc clair qu'ils invoquaient la "protection" pour masquer une exclusion politique. A 10 heures 40 le Cortège anti-impérialiste entra donc dans le Park Malcolm X, point de ralliement, drapeaux rouges déployés et aux cris de "Junta no, obreros sí! Renversez la bourgeoisie!"

Peu après 13 heures, 400 participants du Cortège



anti-impérialiste se dirigèrent vers le Farragut Park pour tenir un rassemblement le long du parcours de la manifestation organisée par la Coalition. Avant même que le cortège s'avance, les flics formèrent un nouveau cordon sanitaire pour empêcher l'accès de quiconque au rassemblement. Le chef de division des opérations spéciales de la police métropolitaine du district de Columbia, cria à un porte-parole du cortège: "Aujourd'hui c'est moi qui contrôle les rues de Washington. Vous pouvez être certains que personne, personne de cette manifestation ne viendra dans votre rassemblement. Pas de négociations!" Toute la journée ne fut qu'un déploiement de forces policières si bien orchestré qu'il transforma le point de ralliement du Cortège anti-impérialiste et son rassemblement en véritables centres temporaires de détention.

Aujourd'hui au Salvador seule la victoire des rebelles de gauche peut mettre fin aux abominables massacres et ouvrir la voie à une mobilisation des masses laborieuses débouchant sur la révolution prolétarienne. Et face à la course à la guerre menée par l'impérialisme, le seul espoir de l'humanité réside dans la révolution prolétarienne dans les centres impérialistes. C'est la férocité de l'impérialisme américain plus que l'action de la SL qui démasque la duplicité cynique dont est fait le programme des réformistes.

Hembroteca General

adapté de Workers Vanguard n° 412

### ABONNEZ-VOUS!

au journal de la  
Ligue trotskyste de France

LE BOLCHEVIK B.P. 135 - 10 - 75463 Paris cedex 20

NOM: \_\_\_\_\_

ADRESSE: \_\_\_\_\_

(9 numéros) 1 30 F (France) - Hors Europe 40 F  
(avion) 60 F - Etranger: mandat poste international

# Salvador...

*suite de la page 8*   
 question. Un porte-parole du FMLN avoua au *New York Times* (31 mars) : "Nous avons créé de telles espérances avec notre propagande que nous donnons l'impression d'avoir perdu." Combattre véritablement ces élections frauduleuses voulait dire une offensive militaire et une action de la gauche dans les villes et les faubourgs ouvriers. Ce qu'il faut, c'est une offensive révolutionnaire pour prendre San Salvador, menée de l'extérieur par les guérilleros et de l'intérieur par les travailleurs. Mais les dirigeants du FMLN/FDR-front populaire, craignant d'apparaître comme opposés aux "élections libres", ont flanché et ont permis aux fascistes de l'ARENA de se mobiliser.

Ils en subissent déjà les conséquences. Juste après les "élections", le président du FDR Guillermo Ungo a réitéré son appel à une "solution politique"; mais quand il devint clair que d'Aubuisson deviendrait l'homme fort de tout nouveau gouvernement, Ungo expliqua qu'il ne pouvait pas négocier avec l'ARENA "parce qu'il est stupide de croire qu'il peut y avoir un fasciste démocrate" (*New York Times*, 2 avril). Bientôt les 1.500 soldats entraînés aux USA reviendront de Fort Bragg et de Fort Benning et le "commandant chalameau" pourra reprendre l'offensive de la junte. Il est maintenant plus nécessaire que jamais d'écraser les assassins de l'armée sur le champ de bataille.

## Mitterrand/Portillo: la contre-révolution négociée

Malgré les efforts du FDR/FMLN, la guerre s'étend à toute l'Amérique centrale, ne serait-ce que parce que les capitalistes reconnaissent que leurs intérêts transcendent les frontières nationales. C'est en train de devenir une guerre du "triangle de fer" des juntes dictatoriales du Guatemala, du Salvador et du Honduras. Avant le conflit des îles Falkland, l'Argentine s'appropriait à envoyer des "conseillers" militaires au Salvador et avait déjà fourni 15 millions de dollars d'aide à la junte. Les exilés cubains et nicaraguayens armés par la CIA s'entraînent au grand jour dans leurs camps de Floride, de Californie et du New-Jersey. Le 6 avril, les USA ont lancé l'opération "Readex-82", grandes manœuvres navales de cinq semaines dans les Caraïbes, et une autre opération, "Ocean Venture 82", doit suivre.

La polarisation de classe devient plus aiguë en Amérique centrale. Reagan pousse le Nicaragua, contre la volonté des sandinistes, vers la révolution sociale. Le Salvador s'enfonce toujours plus dans la guerre civile, tandis que les guérilleros du Guatemala sont en train de gagner à leur cause la population indienne, auparavant apolitique. Les secteurs les plus clairvoyants de la bourgeoisie américaine craignent que les luttes à leur frontière sud ne radicalisent les travailleurs mexicains. Ils partagent ces préoccupations avec les gouvernements français et mexicain, qui appellent à une utopique "solution négociée" au Salvador précisément pour endiguer la contagion révolutionnaire dans la région.

Devant l'AFL-CIO, Lionel Jospin a clairement exposé les objectifs contre-révolutionnaires des manœuvres de Mitterrand en Amérique centrale:

"A propos des divergences entre Paris et Washington sur l'Amérique centrale, le premier secrétaire du PS a dit notamment: 'Nous avons les mêmes objectifs, mais nous ne nous donnons pas toujours les mêmes moyens.' Ses interlocuteurs ont été assurés que la politique de la France n'est nullement d'installer des régimes marxistes-léninistes en Amérique centrale. Notre politique n'a jamais été de soutenir des guérillas ni au Salvador ni nulle part ailleurs."

— *Le Monde*, 17 avril

Que Jospin ait fait franchement cet aveu devant les partenaires des sociaux-démocrates dans la campagne impérialiste pour le "syndicat" contre-révolutionnaire Solidarnosc, c'est dans l'ordre des choses. On ne saurait être plus clair: Mitterrand, Reagan et l'"AFL-CIA" sont unis par l'antisoviétisme et l'anticommunisme.

C'est l'habitude de la gauche et de l'"extrême gauche" de dénoncer "l'impérialisme" dans l'abstrait. Ils entendent en général par là les Américains et les Allemands. Mais lorsque Mitterrand préconise une "solution politique", cela exprime les intérêts de l'impérialisme français: en plus des divergences tactiques avec Reagan sur la meilleure manière d'arrêter la révolution dans la région, il y a là le désir de prendre économiquement pied dans l'arrière-cour de l'Oncle Sam au moment où l'impérialisme américain perd sa position hégémonique dans le monde. En Afrique, où l'impérialisme français a d'importants intérêts, les sociaux-démocrates jouent un jeu autrement plus conservateur. Après le 10 mai, les paras sont restés en place — pour protéger l'"autodétermination" des Etats-fantoches africains contre la "menace cubaine". Et c'est pourquoi la France soutient le plan américain qui prévoit un double vote pour les élections à l'"Assemblée constituante" namibienne — en dépit des protestations des guérilleros du SWAPO, pour qui ce magouillage électoral ne fera que renforcer l'emprise du régime de l'apartheid sur sa colonie namibienne. Les "solutions négociées" prennent de

bien étranges formes! Et n'oublions pas l'accord conclu avec l'Argentine pour la vente d'un millier de blindés légers (à utiliser au Salvador?), accord provisoirement remis en cause par le conflit des Falkland. Quiconque prend au sérieux l'"anti-impérialisme" de Mitterrand est un imbécile ou un charlatan. Pour les révolutionnaires, l'ennemi principal est dans son propre pays.

## La révolution ou la mort

Malgré tout cela, les soi-disant "révolutionnaires" qui essaient de faire une distinction entre la "mauvaise" solution politique de Mitterrand et Portillo et la "bonne" solution politique du FDR/FMLN, des sandinistes et des Cubains sont légion. Écoutons Jean-Pierre Beauvais, l'"expert" es Américaine latine de la LCR:

"La bourgeoisie mexicaine veut avant tout contenir la montée révolutionnaire dans la région (...). Chez les Nicaraguayens et les Cubains, derrière le soutien au 'Plan Portillo', il y a une vision des choses différente (...). Il faut à tout prix éviter l'intervention directe américaine, qui serait difficilement circonscrite à un seul pays, qui pourrait embraser toute la région et signifier un recul considérable pour le Nicaragua et Cuba même. (...)

"La position des Salvadoriens s'inscrit dans ce contexte. Ils se disent d'accord avec les points concrets du 'Plan Portillo', qui d'ailleurs restent très évasifs concernant le Salvador. Ils avancent l'idée très générale d'élections avec négociations. Les 'farabundistes' pensent que toute ouverture de négociations, à condition qu'elles ne remettent pas en question les acquis politiques et militaires de plusieurs années de lutte' (...). Il ne peut affaiblir ni la mobilisation ni le soutien de masse dont ils bénéficient. Elle nourrirait au contraire l'espoir d'épargner des milliers de morts. En revanche — toujours selon eux —, des négociations ne pourraient qu'approfondir la crise et les différenciations au sein de la bourgeoisie et de l'armée."

— *Impérialisme*, n° 122, 6 avril

Mais comment les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires pourraient-ils arriver à une solution commune? La bourgeoisie mexicaine et l'impérialisme français ne soutiendraient évidemment les "négociations" que parce qu'elles remettront en question "les acquis politiques et militaires de plusieurs années de lutte"!

Le soutien sans réserve que la LCR apporte au FDR-front populaire a été officialisé par la forte participation du Secrétariat unifié au "Forum mondial de soutien à la révolution salvadorienne" créé en mars dernier à Mexico (voir *Impérialisme* n° 123, 19 avril). Des conditions explicites étaient mises à la discussion des délégués de ce "Forum mondial": que "les divergences soient subordonnées" à un "objectif central", à savoir "forger un instrument de solidarité internationale". La LCR s'efforce à montrer qu'il existe une différence significative entre le

programme du "Forum mondial" et le "Plan de paix" du président mexicain Portillo. Mais quels sont donc les "objectifs principaux" du "Forum"? L'"autodétermination du peuple salvadorien, pour mettre fin à l'intervention au Salvador des États-Unis et de ses alliés" et "les tâches de reconstruction nationale" [c'est-à-dire explicitement pas une reconstruction socialiste]. Il est vrai que les révolutionnaires se battent pour que Reagan, l'Organisation des États américains et Mitterrand ne touchent pas au Salvador et à l'Amérique centrale, mais aujourd'hui une guerre de classe fait rage à l'intérieur de ce pays; dans cette situation, les révolutionnaires, contrairement à la LCR, ne restent pas silencieux. Nous choisissons notre camp. La bourgeoisie salvadorienne est parfaitement capable (et c'est bien son intention), avec ou sans aide américaine, de noyer dans le sang les luttes de ses propres ouvriers et paysans. Aujourd'hui, la seule "solution politique" qui ait un sens, c'est la révolution prolétarienne.

Pourquoi les dirigeants du FDR/FMLN donnent-ils l'impression de s'opposer à leur propre victoire? D'abord parce que le FDR est une alliance de collaboration de classe entre d'un côté les organisations politico-militaires des ouvriers et des paysans et de l'autre des politiciens capitalistes en mal de réformes. Ces politiciens, comme Ungo et Ruben Zamora, n'ont prêté leur nom au FDR

qu'à la condition que les guérilleros s'engagent à ne pas renverser le régime capitaliste ou à écraser l'armée capitaliste. Zamora a remarqué avec candeur qu'il était contre une victoire militaire des rebelles parce que cela "rendrait les USA complètement hostiles" et que "les gens des milieux d'affaires et des professions libérales partiraient". "Dans ces conditions", demandait-il, "quelles sont les chances de pluralisme [c'est-à-dire de capitalisme]?" (*Newweek*, 15 février).

Les Salvadoriens ont déjà fait l'expérience des conséquences sanglantes d'une "solution politique". Il y a deux ans et demi, Carter avait à grand bruit mis en selle la "junte des droits de l'homme" au Salvador. Cette junte des "réformes" purgea l'armée des officiers "criminels" et installa un gouvernement qui comprenait Ungo et le colonel Adolfo Majano, un officier maintenant en exil mais dont il est souvent question comme figure-clé de toute armée "restructurée". Cette tentative d'éviter la révolution avec des "réformes" n'a abouti qu'à davantage de répression. Les soldats ont tiré sur des manifestants désarmés. Les grévistes qui occupaient leurs usines ont été chassés sous le feu des mitrailleuses. Les travailleurs agricoles qui occupaient des haciendas ont été massacrés. L'organisation paramilitaire ORDEN, soi-disant interdite par la junte, a continué à assassiner les gens de gauche, les syndicalistes et les activistes paysans (la tristement célèbre "réforme agraire par la mort"). Cette première tentative d'approfondir les différenciations au sein de la bourgeoisie et de l'armée" se solda par 30.000 morts.

Arrivés là on nous servira l'inévitable objection, le dernier argument des réformistes et des centristes: "C'est aux Salvadoriens de décider ce qui est bon pour eux." Bien, mais qui sont les Salvadoriens? Sont-ce les dirigeants du FDR tranquillement installés à Mexico et Washington ou les guérilleros qui se battent dans la montagne pour libérer leur peuple? Il y avait un Salvadorien qui était pour une victoire des ouvriers et des paysans. C'était... Farabundo Martí, le communiste qui dirigea le soulèvement paysan que les assassins de l'armée noyèrent dans le sang — La Matanza (le massacre). Aujourd'hui les dirigeants du FMLN usurpent son nom; voici ce que Farabundo Martí disait en 1932:

"Le Parti communiste appelle tous les ouvriers et paysans pauvres du Salvador à la lutte à mort contre la bourgeoisie nationale qui est un allié inconditionnel de l'impérialisme yankee."

## Les leçons du Vietnam

Un autre argument, avancé tant par les stalinistes que par les pseudo-trotskystes, est que, de toute façon, ça n'a pas beaucoup d'importance parce que les Vietnamiens, qui avaient appelé à une solution négociée, ont fini par gagner. C'est d'un cynisme pro-

Versailles, 5 juin 1982

# Mitterrand reçoit Reagan

**A bas tous les impérialismes,  
pas juste américain!  
A bas l'impérialisme français!**

**L'ennemi principal est dans notre propre pays!**

**Pour la défense militaire inconditionnelle  
de l'URSS contre l'impérialisme!**



**Pour mobiliser contre Reagan et Mitterrand,  
rejoignez le cortège de la LTF!**

**Salvador - La "solution politique" de Mitterrand :  
une autre façon d'écraser une révolution!**

**Salvador - Brisez le front populaire!  
Pour la victoire militaire des insurgés de gauche!**

**La défense de l'URSS et de Cuba commence au Salvador!**

**A bas l'OTAN! A bas l'alliance atlantique!  
A bas la force de frappe!**

**A bas la campagne impérialiste de guerre antisoviétique!**

**Rompes avec Mitterrand  
Pour une lutte de classe contre le front populaire  
et sa politique d'austérité et de guerre froide!**

prement révoltant. Les stalinien vietnamiens ont fait à plusieurs reprises des compromis et ont saboté les luttes héroïques des masses laborieuses dans le vain espoir d'arriver à une "coexistence pacifique" avec les impérialistes. Résultat : des millions de morts au cours de combats qui ont traîné inutilement pendant plusieurs dizaines d'années.

- En 1945 le Viêt-minh, dirigé par les stalinien, accueille en vainqueurs les troupes coloniales françaises et britanniques à Saïgon. En mars 1946 Hồ Chí Minh signe un accord prévoyant une indépendance limitée dans le cadre de l'Union française et le retour des troupes françaises. Six mois plus tard les Français bombardent Haïphong.

- En 1954, à Genève, le Viêt-minh s'engage (sous la pression de Moscou et de Pékin) à abandonner tout ce qu'il avait conquis au-dessous du 17<sup>e</sup> parallèle, et ce, bien qu'il contrôle à l'époque 85% du pays. Alors qu'à Saïgon le régime fantoche de Diem, exécuté de milliers de paysans, Hồ se refuse jusqu'en 1960 à fournir une aide substantielle aux insurgés du Sud. - Après la signature des accords de "paix" de Paris en 1973, les Nord-Vietnamiens et le FNL subordonnent toutes les considérations militaires à la mise sur pied d'un gouvernement de coalition. Seuls le dé-faitisme de la bourgeoisie US et la décomposition du régime de Saïgon, d'une corruption sans limites et servilement dépendant de l'impérialisme US, empêchent la consolidation d'un tel gouvernement capitaliste de coalition.

Dans ces circonstances historiques exceptionnelles, le pouvoir tomba comme un fruit pourri entre les mains des stalinien vietnamiens, et ils accomplirent contre leur gré une révolution sociale, laquelle, basée sur des armées paysannes et non sur l'organisation de la classe ouvrière, aboutit à un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Alors que toute la gauche se contentait d'appeler au retrait américain, nous avions choisi notre camp dans la guerre de classes en Indochine. Notre tendance est bien connue — et même célèbre — pour nos mots d'ordre "Toute l'Indochine doit devenir communiste" et, en 1973, "Prenez Saïgon!". Une des raisons de la victoire des Vietnamiens, dont personne ne veut parler aujourd'hui, est que, bien que ce fut au compte-gouttes, les Vietnamiens recevaient des armes russes. Ils abattaient les avions américains avec des missiles SAM, ils ont pris Saïgon

avec des chars soviétiques. Or sont les armes oubliées et soviétiques au Salvador?

### Le Nicaragua sur la corde raide

Toutes les sources confirment le refus criminel du FSLN nicaraguayen d'armer leurs voisins, les rebelles de gauche salvadoriens. Tomas Borge, "dur" du FSLN et ministre de l'intérieur du Nicaragua, a répondu en ces termes aux accusations de livraison d'armes lancées par les USA : "Si les gros malins de la CIA savent où ça se passe, pourquoi ne nous le disent-ils pas afin que nous puissions y mettre fin?" (*New York Times*, 19 mars). Les sandinistes ont aussi contribué à empêcher le FMLN de perturber les élections-bidon du Salvador en faisant pression pour qu'ils repoussent leur offensive.

Pourtant où en serait le Nicaragua aujourd'hui si la sanginaire Garde nationale n'avait pas été détruite? A moins que les colonels et les escadrons de la mort salvadoriens soient moins sanguinaires, plus démocratiques que le régime Somoza? Il est vrai que les sandinistes, comme aujourd'hui le FMLN, s'étaient au début engagés à préserver l'armée existante, en se contentant de la purger de ses éléments "extrémistes". Mais un soulèvement insurrectionnel de masse dans les villes fit s'enfuir les gardes nationaux qui ne pensaient plus qu'à sauver leur peau.

C'est parce que l'ancien appareil d'Etat capitaliste (qu'Engels appelait des "bandes d'hommes armés" engagés à défendre l'ordre ancien) a été détruit — et seulement pour cela — que le Nicaragua est aujourd'hui dans un état transitoire incertain. Même si 60% de l'économie demeure entre les mains du secteur privé et si les sandinistes se sont engagés à défendre une économie "mixte" et le pluralisme politique, la politique de guerre froide de l'administration Reagan pourrait bien avoir pour conséquence de pousser le Nicaragua dans la voie cubaine vers une révolution sociale contrôlée bureaucratiquement. Mais la question ne se poserait pas si la guerre civile nicaraguayenne s'était terminée par une solution politique : il ne resterait qu'une terrible défaite pour les aspirations révolutionnaires des masses laborieuses.

Depuis quelques temps on parle beaucoup d'une réconciliation entre les USA et le Nicaragua. Washington a posé des conditions draconiennes : expulsion des conseillers cubains et soviétiques, ouverture du Nica-

ragua à des "inspecteurs" de l'Organisation des Etats américains, aucun soutien aux insurrections dans les pays voisins, des garanties pour le "pluralisme politique" et "l'économie mixte". Mitterrand a proposé quelque chose de très similaire. La vente d'armes françaises au Nicaragua visait à contrer l'influence soviéto-cubaine. *Le Monde* la salua comme un signe encourageant dans un article intitulé "Washington et Managua sur la bonne voie" (17 avril) : "Une 'neutralisation', même relative, du Nicaragua peut favoriser, après les élections salvadoriennes du 28 mars, la mise en route d'un plan d'asphyxie progressive de la guérilla au Salvador."

Après les attaques de frontière des terroristes somozistes basés au Honduras, le régime du FSLN a décrété l'état d'urgence à la mi-mars. Dans leurs déclarations les sandinistes ont affirmé qu'ils souhaitaient que les guérilleros salvadoriens sacrifient leur victoire afin de ne pas donner à Reagan un prétexte pour intervenir au Nicaragua. Mais la "troisième voie" des sandinistes est intenable : il n'y a de choix qu'entre le retour de la terreur blanche somoziste et la révolution sociale. Rien n'est joué : la "déstabilisation" peut encore mettre le FSLN au pied du mur et le forcer à rompre avec l'impérialisme pour sauver sa peau. Dans une telle confrontation la bourgeoisie nicaraguayenne serait balayée. Dans ce cas nous défendrons cette révolution sociale déformée contre l'impérialisme (comme nous défendons le Cuba de Castro); au mieux, les sandinistes pourraient établir un Etat ouvrier déformé, basé sur les formes de propriété prolétariennes mais contrôlé par une bureaucratie qualitativement similaire à la bureaucratie soviétique et pas plus internationaliste qu'elle. Les trotskystes appellent au contraire à une révolution ouvrière dans toute l'Amérique centrale, y compris au nord, au Mexique avec sa puissante classe ouvrière. Pour des gouvernements ouvriers et paysans basés sur une véritable démocratie soviétique et sur l'internationalisme prolétarien!

### La défense de Cuba et de l'URSS commence au Salvador

Tout comme pour le Nicaragua, on parle d'un rapprochement entre Washington et La Havane. Que Haig puisse exiger de Cuba qu'il rompe avec l'URSS semble assez incroyable, mais le simple fait qu'on puisse en-

## Victoire de la mobilisation organisée à Ann Arbor par les trotskystes américains

# Les nazis en débandade

Ann Arbor, Michigan (Etats-Unis) — Une importante victoire a été remportée le 20 mars quand 2.000 personnes ont chassé les nazis de la ville. Le "Committee to Stop the Nazis on March 20" [Comité pour stopper les nazis le 20 mars], constitué à l'initiative de la Spartacist League/US (section américaine de la tendance spartaciste internationale), avait organisé une mobilisation combative qui bénéficia d'un large soutien. Ce comité tint les promesses de son nom : il fit détalier comme des rats la quinzaine de fanatiques nazis aux croix gammées et nostalgiques des camps de la mort.

Les nazis avaient dit qu'ils viendraient à Ann Arbor pour y répandre la terreur raciste au milieu même de ceux qu'ils haïssent : les Noirs, les Juifs, la gauche, les homosexuels et — surtout — le mouvement ouvrier. Le "Committee to Stop the Nazis on March 20" a dit "non" et a lancé un pressant appel à l'action : "Tous les ennemis du fascisme doivent se rassembler dans une manifestation de masse à l'endroit et au moment où les nazis veulent défilé."

Les nazis pensaient peut-être que seuls quelques militants se montreraient, comme cela avait été le cas ailleurs et en d'autres temps; mais quand leur petite bande passa devant l'Hôtel de ville d'Ann Arbor, où ils avaient prévu d'organiser leur provocation, et vit les centaines de militants rassemblés par le Comité, ils se rendirent compte des intentions de la foule et décidèrent d'aller voir ailleurs. Ironie qui en dit long : les nazis jetèrent leur dévolu sur le siège du gouvernement fédéral où devait se tenir le "rassemblement pacifique pour la dignité humaine" à l'initiative du maire. Destiné à constituer une "alternative communautaire à la confrontation violente", le rassemblement du maire était conçu comme une diversion, pour canaliser la colère légitime contre les nazis dans un geste impuissant de protestation libérale. Mais cette "alternative" fut un bidon complet.

Les nazis purent courir mais pas se cacher. Quand la foule apprit qu'ils se trouvaient à l'immeuble fédé-



Ann Arbor — La foule entoure les nazis paniqués

ral, d'abord quelques centaines, puis un millier, et enfin la totalité des 2.000 manifestants furieux arrivèrent pour donner aux nazis la leçon qu'ils méritaient. Pendant dix minutes la foule coïncida les fanatiques nazis contre l'immeuble fédéral, où on les humilia et les bombardait de glace, de légumes — de tout ce qu'on pouvait trouver — jusqu'à ce que les nazis paniqués tentent désespérément de briser la porte et d'échapper à la fureur de la foule. Ils défoncèrent une porte mais un gardien noir armé parvint, à lui seul, à les empêcher de pénétrer à l'intérieur. La police arriva alors et forma un cordon protecteur autour des nazis. Les manifestants continuèrent à harceler les "sections

d'assaut" paniqués jusqu'à ce que les flics les fassent monter à bord d'un car de police qui s'éloigna sous une pluie de pierres et de morceaux de verre et aux cris de "On a gagné! On a gagné!".

La foule triomphante, certains brandissant des trophées (dont le drapeau déchiqueté des nazis), revint au rassemblement de l'Hôtel de ville. Elle applaudit la déclaration d'Al Nelson, porte-parole du Comité : "Je pense que tout le monde ici aujourd'hui a un sentiment de victoire. Les nazis ne sont fait botter les fesses et le méchant son revient à tous ceux qui y ont participé."

adapté de Workers Vanguard n° 302

visager une "détente" américano-cubaine témoigne des appétits pour la trahison qui se cachent derrière l'appel des stalinien cubains pour une "solution politique" au Salvador.

Ce n'est pas seulement que, comme les sandinistes, les Cubains veulent éviter d'être la cible de l'impérialisme US. Carlos Rodriguez, un dignitaire cubain haut placé, a déjà expliqué que si Cuba soutient une "solution politique", c'est parce que "c'est la meilleure solution pour le peuple et non parce que les Américains veulent empêcher une solution par les armes" (*Révolution*, 28 janvier). La logique de collaboration de classe qui apparaît ici, un autre porte-parole cubain l'a exposée clairement en expliquant que l'Amérique latine dans son ensemble n'est pas mûre pour le socialisme et que, par conséquent, Castro souhaitait favoriser le "changement démocratique" dans la région (*International Herald Tribune*, 7 avril).

Le régime castriste est, tout comme la bureaucratie stalinienne soviétique, profondément lié au "socialisme dans un seul pays" et par conséquent à la "détente". Il a soutenu tous les despotes militaires d'Amérique latine qui avaient une rhétorique vaguement gauche, depuis la junte péruvienne jusqu'à Torrijos à Panama. Sans oublier le Chili, où Castro a soutenu la "solution politique" d'Allende avec les soi-disant généraux "constitutionnalistes" comme Pinochet — avec les résultats que l'on sait.

Le problème est que la "coexistence pacifique" est une illusion criminelle. Aujourd'hui les impérialistes ont leur propre version de la "théorie des dominos" — à l'envers : d'abord le Salvador, ensuite le Nicaragua, puis Cuba et enfin l'URSS. Ils ont le Salvador dans le colimateur, non pas à cause des plantations de café, mais en tant que première étape de leur vieux rêve de "refoulement" du communisme. Il est vrai que le Kremlin — et c'est criminel — ne fournit pas d'armes aux guérilleros du Salvador; par contre les Reagan et Haig (comme Mitterrand) eux voient toujours la main de l'URSS derrière toutes les luttes d'émancipation sociale. Ils témoignent ainsi, en quel que sorte, de ce que le programme marxiste, incarné dans la Révolution d'Octobre, est le programme de la justice sociale et de l'émancipation de l'humanité. L'objectif ultime de Reagan, dans son escalade vers la guerre au Salvador, ce sont ces acquis de la Révolution d'Octobre qui demeurent intacts malgré la déchéance stalinienne qu'a subie l'URSS.

Les impérialistes américains voient bien que la puissance militaire et économique de l'Union soviétique constitue pour eux le principal obstacle à une domination complète du monde. Car, qu'est-ce qui a bien pu empêcher les dirigeants américains d'envahir Cuba au début des années 60 ou de lâcher la bombe H sur le Nord-Vietnam? Leur respect des lois internationales? La crainte d'être dénoncés à l'Assemblée générale de l'ONU? Les protestations des libéraux aux USA? C'est la peur d'une guerre avec l'Union soviétique qui a empêché l'impérialisme US d'utiliser toute sa puissance militaire contre les mouvements révolutionnaires dans les régions autrefois colonisées. Le Salvador est devenu un banc d'essai-clé pour la troisième guerre mondiale. Ignorer cette réalité essentielle ne la supprimera pas pour autant. La question est : de quel côté êtes-vous?

## Rompez avec Mitterrand...

suite de la page 2

pour blâmer Mitterrand de toute responsabilité directe. (On a même vu devant les portes de Flins les militants du PCI oser faire signer une pétition — sans grand succès il est vrai — aux travailleurs de Renault en grève (!) pour faire pression sur Dreyfus qui, pendant des années et des années, a dirigé Renault contre les travailleurs! Avec le PCI, le crétinisme parlementaire connaît ses heures de gloire!)

La campagne de la LCR et du PCI pour épurer l'appareil d'Etat des hommes de l'"ancien régime" est la version d'"extrême gauche" de la "démocratisation" de l'Etat bourgeois. La LCR ne se contente pas de l'appel — social-chauvin — au service militaire à 6 mois; elle soutient dangereusement les syndicats de policiers en tant qu'instruments de la "réforme" de la police. Comme si on pouvait réformer ce qui est par nature un instrument de la bourgeoisie. Les membres de la LCR devraient d'ailleurs s'interroger sur le caractère "gauche" du syndicat de flics pro-PS, le FASP, dont le porte-parole a récemment appelé à l'expulsion des étrangers qui sont "des récidivistes et des provocateurs" (*L'Humanité*, 10 avril). Les immigrés de Flins qui s'obstinent, par leurs luttes, à mettre en difficulté le gouvernement, ne feraient-ils pas partie de ces "provocateurs"?

L'autre groupe pseudo-trotskyite, Lutte Ouvrière, est injustement accusé par ses concurrents d'"extrême gauche" d'avoir une opposition révolutionnaire au front populaire. Dans son journal du 6 février, LO nous explique "ce que pourrait faire un gouvernement de gauche au service des travailleurs". Mais ce n'est pas un appel à un gouvernement ouvrier. LO dit que nous devons obliger les grandes entreprises capitalistes à embaucher et à obéir à une production plani-

Tout le poids de l'anticommunisme de guerre froide est dirigé aujourd'hui plus que jamais contre l'URSS. Ces mêmes "révolutionnaires" qui se veulent solidaires des soulèvements populaires d'Amérique centrale se sont retrouvés dans la rue le 13 décembre, aux côtés du PFN et du RPR, pour soutenir le "syndicat" clérical-nationaliste Solidarnosc. Ils nient donc que le Salvador soit un champ de bataille de la nouvelle guerre froide. Ils refusent d'admettre que c'est l'URSS qui en constitue l'objectif final. Il est significatif que dans le cadre des querelles entre les différentes coalitions qui préparent les manifestations du 12 juin pour la visite de Reagan, le PSU veuille faire adopter, parmi les mots d'ordre officiels, une condamnation de l'"impérialisme russe".

Ainsi toute l'"extrême gauche" opportuniste s'est-elle rangée derrière la "solution politique", non seulement à cause de son soutien à la collaboration de classe des directions du FDR et du FMLN, des sandinistes et de Castro, mais parce qu'en même temps elle est à la remorque de la campagne de guerre froide antisoviétique de la social-démocratie, qui cherche une manière plus sophistiquée que la ligne brutalement réactionnaire de Reagan de stopper la révolution en Amérique centrale et d'importer la contre-révolution dans le bloc soviétique.

Ils parlent de "Victoire pour le FMLN", mais ils entendent par là un soutien politique aux plans des dirigeants du FDR pour une "solution politique". Ils parlent d'"autodétermination" pour le Salvador, alors qu'en 1932 la bourgeoisie a massacré des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans par ses propres moyens. Ils parlent d'éviter une intervention américaine — en laissant les masses salvadoriennes se fourvoyer dans un piège qui produira les mêmes résultats que sous la "junte des droits de l'homme": une défaite sanglante pour les ouvriers et les paysans. Ils ne peuvent pas dire la vérité sur les appels à une contre-révolution négociée de Mitterrand, et ils ne peuvent pas admettre qu'une trêve dans la guerre de classes globale est impossible — parce que leur soutien à la politique de détente du Kremlin ou leur antisoviétisme les empêchent d'admettre l'existence de cette guerre.

Les libéraux, les réformistes et les centristes se vantent d'être plus "réalistes" que les révolutionnaires. Mais aujourd'hui au Salvador il est irréaliste de parler d'autre chose que de solutions révolutionnaires. Tout autre "solution" qu'une victoire militaire laisserait intactes les forces armées meurtrières qui ont prouvé, avec le sang de milliers de victimes, qu'on doit les détruire de fond en comble.

La seule véritable "solution politique" dans l'intérêt du peuple salvadorien est une révolution prolétarienne à l'échelle de toute l'Amérique centrale. Pour vraiment défendre Cuba et le Nicaragua face à la menace que représente l'impérialisme US, il faut des luttes révolutionnaires dans toutes les Amériques, y compris une mobilisation de la classe ouvrière américaine pour faire tomber Reagan. La solidarité internationale signifie rompre avec le front populaire d'austérité et de guerre froide de Mitterrand — le prolétariat français doit lutter contre ses plans contre-révolutionnaires en Amérique centrale et contre sa campagne de guerre froide anti-soviétique!

adapté de Workers Vanguard n° 303

fiée "sous peine d'expropriation immédiate". Il oppose même au front populaire de Mitterrand celui de Blum: "En juin 1936 il n'y a pas fallu des mois pour faire des textes de loi." Sa perspective est la même que l'"extrême gauche" pro-Mitterrand: faire pression — mais avec des luttes — sur les bureaucrates. Il ne suffit pas de crier, comme le fait LO, "Vive les luttes". En Mai 68, il y a eu des luttes. Mais si Mai 68 a échoué, c'est parce que manquaient un programme et une direction révolutionnaires. C'est cette avant-garde trotskyste qui est à forger, afin de conduire le prolétariat à la prise du pouvoir.

Le précurseur de l'actuel front populaire, l'union de la gauche, est né après 68 justement pour éviter un nouveau Mai 68. Ce serait une juste revanche de l'histoire que le gouvernement de front populaire soit chassé par une mobilisation de la classe ouvrière du type de celle de Mai 68. Pour un mai 68 qui aille jusqu'au bout!

- Augmentation des salaires! Réduction de la semaine de travail sans perte de salaire!
- Echelle mobile des salaires et des heures de travail!
- Des piquets de grève pour arrêter la production! Autodéfense des piquets de grève!
- Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés!
- Pour des comités de grève démocratiquement élus, sur le tas, pour diriger les grèves!
- Expulsion des syndicats des flics, juges et gardiens de prison!
- Rompez avec Mitterrand! Pour une lutte de classe contre sa politique d'austérité et de guerre froide! Les syndicats doivent rompre avec le gouvernement de front populaire!
- Pour un parti trotskyste d'avant-garde!
- Pour un gouvernement ouvrier basé sur les soviets pour exproprier la bourgeoisie! ■

## «Pourquoi l'URSS n'est pas capitaliste»

La nature de l'Union soviétique sous le régime stalinien est un des problèmes théoriques les plus difficiles auxquels le mouvement marxiste ait jamais été confronté. Que la révolution prolétarienne ait triomphé d'abord dans la Russie arriérée, en alliance avec une insurrection paysanne de masse, était en soi contraire aux prévisions marxistes traditionnelles. La tradition marxiste n'a pas prévu l'isolement ultérieur d'un Etat ouvrier dans un pays économiquement arriéré entouré de puissances impérialistes hostiles. Et que ce pays soit gouverné pendant des décennies par une bureaucratie absolutiste utilisant massivement la terreur contre les ouvriers et les paysans semble contredire tout ce que Marx ou Lénine ont jamais écrit, dit ou pensé de la transition du capitalisme au socialisme. De tous les adversaires du stalinisme dans le mouvement ouvrier, seuls les trotskystes, qui posent la question du point de vue de la conception dialectique marxiste de l'histoire, considèrent que l'URSS a toujours été, bien que d'une façon qualitativement déformée, l'expression de la dictature du prolétariat.

Aujourd'hui, de l'Afghanistan au Salvador en passant par la Pologne, la question déterminante de la politique internationale est: "De quel côté êtes-vous dans la guerre froide?" Les impérialistes sont prêts à déclencher un holocauste thermonucléaire afin de préserver leur système d'oppression et d'exploitation — et de l'imposer à nouveau dans les pays où il a été renversé. Ceux qui, dans le mouvement ouvrier, nient que les formes de propriété collectivisées prolétariennes demeurent intactes en Union soviétique se retrouvent tous, plus ou moins volontairement, et quelle que soit l'appellation qu'ils se donnent, du même côté de la barricade que les impérialistes de l'OTAN. Bien qu'ils sacrifient, à l'occasion, à la terminologie trotskyste, le PCI et la LCR ont abandonné en pratique toute prétention à défendre l'Union soviétique.

Mais la réfutation des théories "capitalistes d'Etat" dans cette brochure n'est pas exclusivement dirigée contre les bateleurs d'"extrême gauche" de Mitterrand. A la lumière de la profonde crise sociale en Pologne, elle intéressera tous les militants qui ne se contentent pas des "explications" staliniennes officielles des "erreurs" bureaucratiques. Un examen marxiste de ces régimes montre que l'élimination du parasitisme bureaucratique y est impossible sans une véritable démocratie soviétique, ce qui nécessite une révolution politique prolétarienne qui balayera la caste bureaucratique stalinienne.

Notre défense des Etats ouvriers dégénérés et déformés est inséparable de notre refus de l'impasse du "socialisme dans un seul pays". Cette brochure n'est pas une contribution à un débat académique, mais une réaffirmation du programme marxiste révolutionnaire, dans lequel la défense de l'Union soviétique, la lutte pour la révolution politique prolétarienne et la perspective de la révolution socialiste internationale forment un tout indissociable.

Le Bolchévik

BP 135-10  
75463 Paris  
Cédex 10

Pourquoi  
l'U.R.S.S.  
n'est pas  
capitaliste

10 F

(Franco de  
port: 12 F)

Ligue trotskyste de France  
tendance spartaciste  
internationale

Contenu:

- Les utopies réactionnaires de Bettelheim et Sweezy
- L'économie soviétique après les réformes de Liberman — Le capitalisme restauré?
- Le mythe du "social-impérialisme"
- La théorie antimarxiste du "capitalisme d'Etat"
- Critique trotskyste

CEDOC



bonner/SV Limes

## La «solution politique» de Mitterrand au Salvador : une autre façon d'écraser la révolution

# Notre «solution politique» : la révolution ouvrière !

Avec une coalition d'extrême droite qui s'apprête à prendre le pouvoir, la situation au Salvador pose à brûle-pourpoint la question de la véritable alternative en Amérique centrale : la révolution sociale ou la paix des cimetières. L'impérialisme US espérait donner un lustre "démocratique" à la junte qu'il soutient à bout de bras, mais c'est l'ex-major Roberto d'Aubuisson, qualifié de "tueur pathologique" par le dernier ambassadeur américain, qui est apparu lors des pseudo-élections de mars comme le futur homme fort du Salvador.

C'est son talent pour les interrogatoires au chalumau dans les salles de torture de l'ancien dictateur Romero qui a valu à d'Aubuisson son surnom de "commandant chalumeau". Il avait perdu son emploi quand la "junte des droits de l'homme" prit le pouvoir en octobre 1979 et remercia ce tortionnaire sadique. Depuis lors il est devenu le principal politicien réactionnaire du Salvador, subventionné par les propriétaires terriens partis à Miami, et il a organisé un parti fasciste, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA).

Bien que les démocrates-chrétiens de l'actuel président de la junte Napoleon Duarte soient arrivés premiers aux élections, d'Aubuisson s'est placé immédiatement derrière et il prépare une coalition de droite anti-Duarte. C'est d'Aubuisson qui a créé les escadrons de la mort connus sous le nom d'"Union du guerrier blanc", qui a fait assassiner l'archevêque Romero en plein service, qui a fait tirer sur l'ambassade américaine pour protester contre le soutien qu'elle apportait à la "junte des droits de l'homme" et qui a fait campagne avec une plate-forme réclamant une "solution finale" (au napalm) à la guerre de guérilla. L'ARENA est une organisation de la petite-bourgeoisie enragée et effrayée par la révolution. Un des aspects les plus inquiétants de ces élections organisées par les États-Unis a été de voir que cet assassin fasciste a acquis une certaine base de masse. Étant donné que toute cette pantomime était destinée

à préserver le mythe de la "réforme démocratique" au Salvador, on comprend que Reagan soit embarrassé. Mais aujourd'hui il s'est ressaisi et il salue dans le tueur pathologique d'hier un "dirigeant dynamique".

Confrontés à une menace d'intervention américaine, les guérilleros salvadoriens, les sandinistes nicaraguayens et les stalinien cubains ont essayé de s'acheter une petite "coexistence pacifique" avec Reagan et Haig. Mais l'Amérique centrale est le front de l'offensive de guerre froide des impérialistes US contre le bloc soviétique. Tout en renforçant l'embarquo anticubain, Haig a déclaré que le préalable à toute discussion avec Cuba serait de rompre avec Moscou, et il a déjà affirmé que l'insurrection salvadorienne était "un problème global dont l'origine se trouve à Moscou" (*Washington Post*, 14 mars). Et si auparavant la perspective d'une "solution politique" à la guerre civile salvadorienne et au conflit entre les sandinistes et le département d'État était une dangereuse illusion, c'est maintenant devenu carrément un mot d'ordre de suicide pour les forces de gauche. Les rebelles salvadoriens doivent gagner la guerre !

### Les élections et la gauche

Il était clair depuis le début que les élections salvadoriennes étaient aussi bides que les prétentions "démocratiques" de d'Aubuisson. Les seuls candidats d'opposition tolérés étaient divers candidats d'extrême droite, et les démocrates-chrétiens ne purent y participer que par la grâce de l'ambassade américaine, pour qui le maintien au pouvoir du pantin Duarte était un objectif important. Les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) refusèrent d'y participer, soulignant que leurs prédécesseurs avaient été brutalement assassinés par les escadrons de la mort d'extrême droite. L'ambassadeur américain a involontairement confirmé les objections des dirigeants du FDR en suggérant qu'ils pourraient éviter les menaces de mort en faisant campagne par bandes vidéo ! L'opposition de gauche dénonça la duperie des

élections et appela l'"opinion mondiale" à soutenir son appel pour une solution négociée.

Mais la banqueroute de cette politique n'a jamais été aussi claire. Le porte-parole du FDR Salvador Samayoa a reconnu que la situation avait changé : "Si les manœuvres politiques actuelles aboutissent à l'arrivée au pouvoir d'assassins du peuple comme d'Aubuisson, si c'est là le souhait du département d'État, nous ne pourrions pas maintenir notre position actuelle" (*New York Times*, 3 avril). Cela ne signifie malheureusement pas que le FDR et la coalition de guérilla, le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), aient abandonné la recherche d'un compromis avec les assassins de la junte autour d'une table de négociations. Ils font maintenant comme le département d'État américain : ils font pression pour que Duarte reste en place.

Cet engagement en faveur d'une "solution politique" a contribué à la paralysie du FMLN le jour des élections et à en faire, malgré le succès de d'Aubuisson, une victoire pour la propagande américaine. Les journaux étaient pleins de photos de millions de gens faisant la queue pendant des heures pour voter. Il ne fait aucun doute que la forte participation a été due pour une part à la peur qu'avaient beaucoup de gens d'être, s'ils n'avaient pas un certificat de vote ou un tampon sur leur carte d'identité, victimes du terrorisme de droite. Mais il n'y avait pas que la peur. Il y avait une part de lassitude, bien compréhensible. Qui plus est, les guérilleros n'ont pas mené une campagne coordonnée pour boycotter ces élections-bides.

Fernan Cienfuegos, de la tendance FARN du FMLN, avait annoncé une offensive de grande envergure destinée à "battre" les élections. Mais malgré d'importants combats dans les villes d'Usulután et de San Miguel, et pratiquement aucune participation électorale dans les zones tenues par le FMLN, l'offensive promise pour le jour des élections n'eut jamais lieu — étant donné les manœuvres diplomatiques en vue d'une "solution négociée", il ne pouvait en être